

Les effets des dépenses publiques sociales sur les inégalités en Côte d'Ivoire

Février 2021 – n° 30 | Facilité de recherche UE-AFD sur les inégalités

MESSAGE

Les dépenses publiques engagées par l'Etat ivoirien depuis cinq ans dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale représentent environ 16% des dépenses publiques totales¹ avec environ 7,4% pour l'éducation et la santé contre 8,6% pour la protection sociale (Cf. TOFE). Ces dépenses publiques sociales ne profiteraient pas à tous, car leur augmentation se traduit par une hausse des inégalités en termes de revenu.

ENJEUX

Les pays africains à revenu intermédiaire présentent des niveaux d'inégalités de revenu élevés. En Afrique de l'Ouest, à part le Nigéria et la Mauritanie dont les inégalités de revenu mesurées par l'indice de Gini sont respectivement de 35,1% et 32,6%, le Bénin, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire et le Ghana présentent des niveaux d'inégalités supérieurs à 40% (Banque Mondiale, 2020)². En Côte d'Ivoire, les inégalités de revenu étaient de 42,0 en 2008, et de 40,5 en 2015, (INS, 2015). Si l'on peut noter une amélioration, le constat est clair, les inégalités de revenu restent élevées. Par ailleurs, selon une étude conjointe INS-PNUD (2011), ces inégalités concernent pratiquement tous les types de revenu. Face à une telle situation, des politiques économiques sont mises en œuvre par la Côte d'Ivoire en

collaboration avec les partenaires internationaux, notamment la Banque mondiale et le FMI, pour la réduction des inégalités de revenu dans le cadre d'accords multilatéraux, comme l'école obligatoire et gratuite pour tous et la distribution de kits scolaires, la gratuité ciblée des soins de santé, la distribution gratuite de moustiquaires imprégnées et la couverture maladie universelle ainsi que le programme des filets sociaux productifs.

Une étude du LAMPE³ tente d'appréhender l'impact des politiques publiques sur **la réduction de l'inégalité de revenus** en Côte d'Ivoire. Elle s'attache d'une part à évaluer les impacts des politiques publiques existantes qui visent à réduire les inégalités de revenus, et d'autre part à simuler des scénarii alternatifs d'actions publiques et d'analyser leurs impacts sur la réduction des inégalités.

METHODES

Pour analyser l'impact des dépenses publiques sociales, cette étude utilise un modèle interindustriel qui permet de combiner l'analyse Input-Output classique avec des régressions, et la micro-simulation. Il consiste à construire un modèle intersectoriel dynamique qui intègre des calculs Input-Output.

Le modèle est structuré en trois blocs complémentaires : (i) un bloc macro économétrique composé d'identités et d'équations permettant d'estimer et de prédire l'évolution de la demande finale et de ses composantes endogènes ; (ii) un bloc Input-Output qui permet d'obtenir les effets des chocs macroéconomiques survenus au niveau de la demande finale sur chaque branche d'activité ; (iii) un bloc comptable qui procède aux calculs relatifs à l'affectation des revenus primaires, la distribution secondaire des revenus, la redistribution, et l'utilisation du revenu disponible.

La micro-simulation est introduite en indexant le vecteur des dépenses de consommation du modèle interindustriel aux données de l'enquête ménage. Le modèle complet permet de simuler les effets de tout choc macroéconomique du modèle interindustriel sur le bloc microéconomique pour l'analyse des inégalités.

Il est toutefois à noter que cette étude analyse uniquement l'impact de l'augmentation de ces dépenses publiques, sans prendre en compte les effets de long terme des politiques correspondantes sur les inégalités.

Auteurs AKA B.F, MAKAYE G., N'DA, K.C., OUATTARA A., OUATTARA N.

Mots-clés Inégalités, dépenses publiques, éducation, santé

Géographie Côte d'Ivoire

Thématiques Economie, inégalités

En savoir plus sur ce projet : *Inégalités d'accès aux services de base et impact des politiques publiques*

RÉSULTATS

En simulant une hausse des dépenses publiques (i) d'éducation, (ii) de santé et protection sociale et (iii) une hausse simultanée des dépenses publiques d'éducation et de santé et protection sociale, il en résulte dans l'ensemble une hausse des inégalités en termes de revenu sur la période 2015- 2030. En effet, sur la période en question, les simulations montrent une hausse des inégalités dans toutes les régions et chez toutes les catégories socio-professionnelles, sauf chez les agriculteurs. Par ailleurs, les inégalités restent plus élevées en milieu urbain qu'en milieu rural.

Une hausse des dépenses publiques d'éducation sans modification dans la distribution des revenus entraînerait une hausse des inégalités de 8% dans le milieu urbain et de 3% dans le milieu rural entre 2015 et 2030. Sur la période, les inégalités augmenteraient chez toutes les catégories de ménages, dans toutes les régions et dans toutes les CSP (sauf chez les agriculteurs, où elles

seraient en baisse). Sur la période, les inégalités seraient par ailleurs plus élevées en milieu urbain qu'en milieu rural, et chez les ménages ayant pour chef un homme par rapport aux ménages dirigés par une femme.

Une hausse des dépenses publiques de santé et protection sociale sans modification dans la distribution des revenus entraînerait des effets similaires : une hausse des inégalités de 8% dans le milieu urbain et de 3% en milieu rural, ainsi qu'une hausse des inégalités chez les ménages dirigés par un homme (de 2,79% en 2015 et de 2,84 en 2030) et chez ceux dirigés par une femme (de 3,01% en 2015 et de 2,92% en 2030). Sur la période 2015-2030, les inégalités augmenteraient aussi dans toutes les régions et chez toutes les CSP, sauf chez les agriculteurs où elles diminueraient. Les inégalités resteraient cependant plus élevées en milieu urbain qu'en milieu rural, et chez les ménages ayant pour chef un homme (Gini=0,437) par rapport à ceux dirigés par une femme (Gini=0,417).

Enfin, une hausse des dépenses publiques d'éducation et de santé et protection sociale sans modification dans la distribution des revenus entraînerait une hausse des inégalités de 9% en milieu urbain, et d'environ 3% en milieu rural entre 2015 et 2030. Les inégalités resteraient plus élevées dans le milieu urbain que dans le milieu rural, et chez les ménages ayant pour chef un homme par rapport à ceux dirigés par une femme. Les inégalités augmentent toutefois chez les deux catégories de ménages de 2% environ entre 2015 et 2030. Elles augmentent aussi dans toutes les régions de 2015 à 2030.

La hausse de ces dépenses publiques sociales ne permettrait donc pas de réduire les inégalités en termes de revenus, voire les creuseraient. Nos résultats paraissent contre-intuitifs mais confirment le paradoxe observé entre la hausse des dépenses publiques sociales et la rigidité à la baisse des inégalités en Côte d'Ivoire.

RECOMMANDATIONS

Ces résultats semblent indiquer deux pistes pour réduire efficacement les inégalités :

- ▶ Etendre les politiques sociales (santé et éducation) **à l'ensemble du territoire ivoirien, tout en ciblant prioritairement les régions.** En effet il apparaît que la région d'Abidjan reste celle qui bénéficie le plus des dépenses publiques sociales engagées par l'Etat.
- ▶ Accorder la **priorité aux zones rurales** dans l'affectation des dépenses publiques de santé et d'éducation, car les disparités sont grandes en défaveur des zones rurales.

¹ Dépenses publiques totales en milliards de FCFA : 4 469,80 en 2015 ; 5 014,56 en 2016 ; 5 509,25 en 2017 ; 5 708,28 en 2018 ; 5 943,90 en 2019 ; 7 044,36 en 2020 (voir DPPSE : TOFE, 2020).

² https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI?most_recent_year_desc=false

³ Aka B.F. et al. (2020), Impacts des dépenses publiques sur les inégalités en Côte d'Ivoire : le cas des secteurs sociaux, Papiers de recherche de l'AFD.